Campagne contre la dette et son illégitimité : quelques remarques critiques sur le livre d'Olivier Bonfond (CEPAG, CADTM) « Et si on arrêtait de payer ? »

lundi 21 janvier 2013, par TANURO Daniel (Date de rédaction antérieure : 1er janvier 2013).

Sommaire

- L'audit de la dette, un (...)
- Crise et néolibéralisme
- Capital fictif et dette (...)

Le livre d'Olivier Bonfond « Et si on arrêtait de payer ? » est fort intéressant et utile. L'auteur montre de façon simple et convaincante que la croissance de la dette publique, qui sert de prétexte à l'offensive d'austérité, n'est pas due à une augmentation des dépenses mais à la hausse des taux d'intérêt et à la diminution des recettes. Celle-ci s'explique notamment par les cadeaux fiscaux aux riches, par la collectivisation de la dette privée des banques et par la politique des revenus imposée au monde du travail. Le livre explique bien le cercle vicieux de la dette et de l'austérité. Il avertit le lecteur du danger d'une aggravation de la situation, du fait de la possibilité d'une nouvelle crise financière et des mauvaises surprises que peuvent réserver les garanties d'État accordées à Dexia, notamment. En conclusion, le livre plaide de façon concrète et pédagogique pour une suspension du paiement de la dette, un audit de celle-ci, l'annulation de sa part illégitime et une série d'autres mesures qui visent essentiellement le capital financier (mais pas uniquement). Du fait qu'il est coédité par le CEPAG (Centre d'Education Populaire André Genot, lié à la FGTB wallonne), l'ouvrage est promis à une bonne diffusion parmi de larges couches militantes ; il pourra ainsi contribuer à la prise de conscience de la nécessité d'une alternative à la politique néolibérale qui sème la misère, détruit la société et menace l'environnement de la planète.

En même temps, le travail d'Olivier Bonfond soulève un certain nombre de questions qui méritent débat.

L'audit de la dette, un point de passage obligé ?

Il semble que, pour l'auteur, l'audit de la dette, parce qu'il permet de déboucher sur l'annulation de la part illégitime de celle-ci, devient la question stratégique centrale, un point de passage obligé de la lutte pour une alternative. Cette conclusion apparaît à de très nombreuses reprises, par exemple : *« Il est impératif de placer la question de la dette publique au cœur des débats sur la sortie de crise. Si l'on veut maintenir les droits sociaux conquis par les combats des travailleurs, stopper la régression sociale et garantir les droits fondamentaux, une diminution radicale de la dette publique est une condition nécessaire (mais non suffisante) (...) Cependant, il ne suffit pas d'affirmer qu'une part considérable de la dette publique est illégitime. Encore faut-il le prouver. Ainsi, réaliser un audit intégral de la dette publique belge est la première démarche à entreprendre »* (p. 156). « *Il est*

donc fondamental de développer et de coordonner l'action des comités pour un audit citoyen à l'échelle européenne et internationale. Les citoyens belges devraient rejoindre le mouvement et participer activement à cette dynamique capitale » (p.155). Et d'appeler les citoyens, syndicats, associations et partis à construire *« une dynamique d'éducation populaire »* sur la base de groupes locaux de l'audit, afin de créer *« une mobilisation suffisamment puissante pour modifier les rapports de forces »* (p. 152).

Olivier insiste sur le fait que l'audit n'est pas une affaire d'experts. *« De nombreuses sources sont accessibles à qui veut s'en donner la peine : les rapports de la Cour des comptes, de la Banque nationale, de l'Agence de la dette, de l'OCDE, de la Banque des Règlements internationaux, de la BCE, ou des institutions parlementaires, mais aussi les analyses et études provenant de la presse, d'entreprises privées, d'organisations sociales, ou encore des mémoires ou des thèses de doctorat »* (p. 150). Et d'ajouter que, *« en Belgique, le champ d'analyse est potentiellement très vaste. Le sauvetage des banques par l'État, mais aussi par les entités fédérées, les emprunts structurés vendus aux communes, les grands travaux inutiles et dispendieux, tout cela mérite d'être analysé méthodiquement »* (p. 153). On aurait tort de sous-estimer l'utilité d'un tel travail, et le fait que les interrégionales wallonnes et bruxelloises de la FGTB mènent campagne dans ce sens est important. Mais on peut douter de la possibilité de construire par ce biais le puissant mouvement social qu'Olivier Bonfond appelle de ses vœux pour *« changer le rapport de forces »* et imposer *« une réduction importante de la dette »* comme *« première étape »* permettant de *« mettre en pratique d'autres alternatives radicales qui s'attaquent aux causes fondamentales de la crise »* (p. 158).

Le changement des rapports de forces dépend de la lutte de classe, et celle-ci ne s'inscrit pas comme cela dans des formes, des démarches, des priorités et des structures préétablies. D'abord parce que la dette n'est pas le seul enjeu de l'offensive d'austérité : la compétitivité en est un autre, qui est essentiel et sous-tend les attaques contre la législation du travail et les salaires – directs et indirects. (A cet égard, sa logique de centralité de la dette entraîne Olivier trop loin lorsqu'il range les baisses de cotisations patronales à la Sécurité sociale dans les « mesures fiscales » favorables aux entreprises : ces cotisations sont du salaire socialisé, pas un impôt) (p. 32). Ensuite parce que c'est seulement dans une situation prérévolutionnaire de puissante et profonde mobilisation sociale contre l'austérité qu'un très grand nombre de personnes pourraient éventuellement s'auto-organiser pour auditer les dettes tous azimuts, comme Olivier le propose. « Eventuellement » parce que même en Grèce, où la mobilisation sociale est beaucoup plus intense que chez nous et où le film « Debtocracy » a eu un succès immense, on ne note rien de semblable. Enfin parce que la lutte de classes est fondamentalement imprévisible, et peut s'accélérer subitement pour quantité de raisons, non seulement socio-économiques mais aussi politiques.

Crise et néolibéralisme

Un autre aspect du livre qui pose question est l'analyse de la crise. On a un peu l'impression que, pour Olivier, la crise est due à la politique néolibérale de dérégulation, de financiarisation, de baisse des salaires et au fait que les spéculateurs peuvent spéculer impunément, notamment sur la dette publique. Cette vision des choses est trop partielle, elle ne prend pas en compte les contradictions inextricables du capitalisme contemporain. L'auteur explique que *« le néolibéralisme a opéré un transfert des richesses produites par le travail au profit des classes dominantes. La part de la valeur ajoutée revenant aux salariés a diminué, selon les pays, de 10 % à 14 %. Ce transfert interne de richesses entre classes sociales, lié à la financiarisation de l'économie, est une des causes de la crise internationale de 2007-2008 : d'une part il a accru la masse de capitaux aux mains des plus aisés, et donc favorisé la spéculation ; d'autre part, il a obligé une grande part de la population à recourir au crédit, créant une masse de dettes impayables »* (p. 103).

Le constat est indiscutable mais, si l'on prend plus de recul, on est amené à dire, en paraphrasant Marx, que ce n'est pas le néolibéralisme et la spéculation qui sont les causes de la crise, mais la crise qui est la cause du néolibéralisme et de la spéculation. Le fond du problème en effet est que, depuis la fin des Trente Glorieuses, d'énormes masses de capitaux excédentaires ne trouvent plus le moyen de se mettre en valeur dans la production. La politique néolibérale de financiarisation et de dérégulation est la réponse du système à cette situation. Il est vrai que cette réponse crée de nouvelles contradictions, du fait que la consommation des riches a des limites et que la baisse de la part des salaires dans le PIB réduit les possibilités de réalisation de la plus-value (une contradiction que l'extension du crédit à la consommation n'a fait que repousser sans la supprimer, comme on l'a vu en 2008 avec les subprimes). Mais le capitalisme n'a tout simplement pas d'alternative. Un retour au keynésianisme n'est pas possible, vu la baisse des gains de productivité.

En particulier, il ne suffirait pas d'abolir la dette, d'augmenter la part des salaires et de mettre la finance au pas pour que le système renoue avec une dynamique d'accumulation. Le fait mentionné par Olivier que l'Argentine, l'Islande, l'Équateur et d'autres ont vu leur situation économique s'améliorer après avoir annulé une partie de leurs dettes résulte en partie de la situation spécifique de ces pays dans la division internationale du travail. En tout cas cela ne dessine pas une stratégie de sortie de crise, comme Olivier semble le penser. La crise est beaucoup trop profonde pour cela. Du point de vue capitaliste, elle ne peut être surmontée que par une énorme destruction de forces productives combinée à une liquidation radicale des acquis du monde du travail. Du point de vue des exploité-e-s et des opprimé-e-s, elle ne peut être surmontée que par une rupture avec ce mode de production, dans une perspective (éco)socialiste mondiale. Il n'y a pas de troisième voie, antinéolibérale. C'est pourquoi il s'agit véritablement d'une crise systémique, une crise de civilisation.

Capital fictif et dette illégitime

Enfin, il nous semble que le travail d'Olivier aurait gagné en force s'il s'était appuyé davantage sur l'analyse marxienne du capital financier en général, et des obligations de la dette publique en particulier. Les obligations d'État sont, comme les actions, ce que Marx appelle du « capital fictif » : 1°) parce que la somme prêtée n'existe plus (si les titres de créances deviennent invendables, la bulle éclate et la fiction se dissipe : il ne reste qu'un trou dans les comptes, et la richesse sociale n'est ni plus grande ni surtout plus petite qu'avant) ; 2°) parce qu'une somme prêtée à l'État pour acheter des autopompes ou payer des fonctionnaires n'est pas du capital !

Il nous paraît intéressant de rappeler l'analyse du capital financier par Marx, qui explique comment la finance (A-A', « le capital porteur d'intérêt »), en considérant que tout revenu doit forcément venir d'un « capital », escamote le fait que le travail est seul producteur de valeur nouvelle, et est par conséquent *« la source de toutes sortes de formes absurdes, au point que, pour le banquier, des dettes sont des marchandises »*. Comme il l'écrit dans « Le Capital » : *« Tous ces effets (titres, actions, obligations) ne représentent pas autre chose que l'accumulation de droits, de titres juridiques sur une production à venir, dont la valeur-argent, dans le cas de la dette publique, ne représente pas de capital du tout »*. C'est le génie de Marx d'avoir fourni les outils permettant de comprendre le monde d'aujourd'hui où cette absurdité règne en maître, au point que la finance toute puissante ne fait rien d'autre que massacrer le présent pour tirer des traites sur un futur toujours plus lointain, qu'elle détruit également.

Cette démarche n'invalide pas les revendications d'audit et de moratoire sur la dette défendues par Olivier. Mais elle les cadre d'une façon un peu différente, et on peut faire ici un parallèle avec la démarche du contrôle ouvrier. En fait, toute la dette publique est illégitime (à l'exception des 2 %

détenus par les petits épargnants individuels). Dès sa création, l'État belge s'est endetté auprès des financiers (les Rotschild notamment), qui ont, par pur esprit de lucre, avancé les fonds nécessaires à ce « paradis des capitalistes » qu'était notre pays. Il est vrai qu'une partie de la dette, aujourd'hui, est tout spécialement illégitime, du fait du scandaleux sauvetage des banques privées, que le livre d'Olivier décrit fort bien. On peut s'appuyer sur l'indignation que cette arnaque soulève et sur le fait que le droit international définit la notion de dette illégitime — c'est de bonne tactique, surtout dans la situation défensive et difficile que nous connaissons. Mais il faut le faire, selon nous, en misant sur la conscientisation et la dynamique sociale, pas sur le droit. De même que l'ouverture des livres de comptes n'a pas pour but de faire le tri entre la bonne et la mauvaise gestion capitaliste (*« il n'y a pas de bon et de mauvais capitalisme »*, disent certains), de même l'audit ne devrait pas, selon nous, avoir pour but de faire le tri entre la bonne (légitime) et la mauvaise (illégitime) dette publique.

Ces quelques remarques ne diminuent en rien l'intérêt du livre « Et si on arrêtait de payer ? ». L'auteur a le mérite d'argumenter de façon convaincante contre le fatalisme et la résignation. Il le fait sobrement et avec pédagogie, sur un terrain réputé difficile. Nos critiques se veulent constructives, dans le cadre d'une lutte commune contre le capitalisme.

Daniel Tanuro

P.-S.

* Paru dans Inprecor n° 590 de janvier 2013.